

# Méga-prison de Haren: VEGA dénonce l'expulsion des zadistes et demande l'organisation d'un débat public sur la question

Hier matin a eu lieu le procès entre la ZAD de Haren et la Régie des Bâtiments. Pour rappel, cette dernière, en vue de construire une méga-prison de 1.190 détenus estimée à 3 milliards d'euros sur le terrain du Keelbeek à Haren, avait envoyé un ordre d'expulsion le mardi 8 septembre aux zadistes, en réponse à quoi ils ont envoyé une demande de recours.

Mais la police a mis cet ordre à exécution avant même que la justice ait eu le temps de délibérer. En effet, alors qu'avait lieu le procès entre la ZAD et la Régie des Bâtiments hier matin au Palais de justice de Bruxelles, la police a profité de l'occasion (le recours n'étant pas suspensif) pour évacuer la ZAD : la Régie des Bâtiments désire effectuer des carottages avant de lancer le projet. C'est pourquoi, elle a donné l'ordre d'abattre des arbres pour dégager le terrain du Keelbeek. Or, cette dernière n'avait le droit de toucher à sa flore qu'à partir du 1 novembre. Cet acte autoritaire est un nouvel affront à notre démocratie (et d'autant plus lorsque l'on sait que deux des zadistes s'étaient réfugiés dans une cabane perchée dans un arbre lors de l'abattage).

Heureusement, l'évacuation s'est déroulée sans violence physique ni résistance manifeste, si ce n'est quelques esquives dans les cabanes perchées et trois mises en garde à vue d'ordre administratif. S'il ne reste plus rien de la ZAD, un élan citoyen de solidarité et de résistance était bien présent : zadistes, habitants et membres du comité de Haren,

mais aussi acteurs et observateurs indirects se sont mobilisés toute la journée non plus sur la zone à défendre mais sur son terrain voisin où la lutte s'est désormais implantée en toute légalité. En effet, à la grande surprise de tous, le propriétaire du terrain voisin, au lieu de suivre l'impulsion d'évacuation par la quarantaine de policiers présents des quelques zadistes rescapés, a décidé de leur laisser une parcelle de terrain pendant trois mois.

Le Mouvement VEGA dénonce ces opérations policières qui ont mené à l'expulsion autoritaire des zadistes. Il demande que s'ouvre enfin un débat public à propos de la construction d'une mégaprison à Haren avec une étude complète du dossier sous l'angle de la politique pénitentiaire (recours trop fréquent à l'enfermement, allongement tendanciel des peines privatives de liberté, option en faveur de gros complexes déshumanisants et criminogènes, accessibilité pour les visiteurs et services de justice), de l'environnement (sacrifice de l'un des derniers sanctuaires verts de la région...) et de la démocratie (refus gouvernemental d'entendre les objections citoyennes).